

No. 31969

**FRANCE
and
BURKINA FASO**

**Convention on the movement and stay of persons. Signed at
Ouagadougou on 14 September 1992**

Authentic text: French.

Registered by France on 26 June 1995.

**FRANCE
et
BURKINA FASO**

**Convention relative à la circulation et au séjour des per-
sonnes. Signée à Ouagadongon le 14 septembre 1992**

Texte authentique : français.

Enregistrée par la France le 26 juin 1995.

CONVENTION¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DU BURKINA FASO RELATIVE À LA CIRCULATION ET AU SÉJOUR DES PERSONNES

Le Gouvernement de la République française

et

Le Gouvernement du Burkina Faso

désireux de fixer, dans l'intérêt commun, les règles de circulation des personnes entre les deux Etats sur le fondement de la réciprocité, de l'égalité et du respect mutuel,

désireux de prendre en compte l'évolution intervenue dans la situation des deux Etats

désireux de permettre aux ressortissants du Burkina Faso de bénéficier dans l'ensemble du territoire des Etats parties à l'accord de Schengen du régime commun de circulation résultant de la mise en oeuvre de cet accord multilatéral,

sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les ressortissants français désireux de se rendre sur le territoire burkinabé et les ressortissants burkinabé désireux de se rendre sur le territoire français doivent

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1995, soit le premier jour du deuxième mois ayant suivi la date de réception de la dernière des notifications (des 22 août et 9 novembre 1994) par lesquelles les Parties s'étaient informées de l'accomplissement des procédures internes requises, conformément à l'article 15.

être en possession d'un passeport en cours de validité revêtu du visa requis par la législation de l'Etat d'accueil ainsi que des certificats internationaux de vaccination exigés par cet Etat.

Article 2.

Pour un séjour n'excédant pas trois mois, les ressortissants français à l'entrée sur le territoire burkinabé, et les ressortissants burkinabé à l'entrée sur le territoire français doivent présenter les documents justifiant de l'objet et des conditions du séjour envisagé et disposer de moyens suffisants, tant pour leur subsistance pendant la durée du séjour envisagé que pour garantir leur retour dans le pays de provenance ou le transit vers un Etat tiers dans lequel leur admission est garantie.

ARTICLE 3

Sont dispensés de présenter les documents prévus à l'article 2 :

- Les membres des missions diplomatiques et des postes consulaires et les membres de leur famille à charge, venant pour prendre leurs fonctions dans l'autre Etat ;
- Les membres des assemblées parlementaires des Etats contractants ;
- Les fonctionnaires, officiers et agents des services publics de l'autre Etat lorsqu'ils sont porteurs d'un ordre de mission de leur Gouvernement ou fonctionnaires d'une organisation intergouvernementale munis d'un ordre de mission délivré par cette organisation ;

- Les membres des équipages des navires et des aéronefs effectuant des déplacements de service sous le couvert des documents prévus par les conventions internationales pertinentes.

Article 4.

Pour un séjour de plus de trois mois, les ressortissants français à l'entrée sur le territoire burkinabé, et les ressortissants burkinabé à l'entrée sur le territoire français doivent être munis d'un visa de long séjour et des justificatifs prévus aux articles 5 à 9 ci-après, en fonction de la nature de leur installation.

Article 5.

Les ressortissants de chacun des Etats contractants désireux d'exercer sur le territoire de l'autre Etat une activité professionnelle salariée doivent en outre, pour être admis sur le territoire de cet Etat, justifier de la possession :

1°) d'un certificat de contrôle médical établi dans les deux mois précédent le départ et délivré :

- en ce qui concerne l'entrée en France, par le consulat français compétent, après un examen subi sur le territoire burkinabé devant un médecin agréé par le consulat en accord avec les autorités burkinabé ;
- en ce qui concerne l'entrée au Burkina Faso, par le consulat burkinabé compétent, après un examen

subi sur le territoire français devant un médecin agréé par le consulat en accord avec les autorités françaises ;

2°) d'un contrat de travail visé par le ministère du travail dans les conditions prévues par la législation de l'Etat d'accueil.

Article 6.

Les ressortissants de chacun des Etats contractants désireux d'exercer sur le territoire de l'autre Etat une activité professionnelle industrielle, commerciale ou artisanale, doivent, outre le visa de long séjour prévu à l'article 4, avoir été autorisés à exercer cette activité par les autorités compétentes de l'Etat d'accueil.

Article 7.

Les ressortissants de chacun des Etats contractants désireux de s'établir sur le territoire de l'autre Etat sans y exercer une activité lucrative doivent, outre le visa de long séjour prévu à l'article 4, justifier de la possession de moyens d'existence suffisants.

Article 8.

Les membres de famille d'un ressortissant de l'un des Etats contractants peuvent être autorisés à rejoindre le chef de famille régulièrement établi sur le territoire de l'autre Etat dans le cadre de la législation en vigueur dans l'Etat d'accueil en matière de regroupement familial.

Ils reçoivent un titre de séjour de même nature que celui du chef de famille dans le cadre de la législation de l'Etat d'accueil.

Article 9

Les ressortissants de chacun des Etats contractants désireux de faire des stages de formation ou des études supérieurs sur le territoire de l'autre Etat doivent, outre le visa de long séjour prévu à l'article 4, justifier d'une attestation d'inscription ou de préinscription de l'établissement d'accueil ainsi que de moyens suffisants.

Article 10

Pour tout séjour sur le territoire français devant excéder trois mois, les ressortissants burkinabé doivent posséder un titre de séjour.

Pour tout séjour sur le territoire burkinabé devant excéder trois mois, les ressortissants français doivent posséder un titre de séjour.

Ces titres de séjour sont délivrés conformément à la législation de l'Etat d'accueil.

Article 11

Après trois années de résidence régulière et non interrompue, les ressortissants de chacun des Etats contractants établis sur le territoire de l'autre Etat,

peuvent obtenir un titre de séjour de 10 ans, dans les conditions prévues par la législation de l'Etat d'accueil.

Ce titre de séjour est renouvelable de plein droit, les droits et taxes exigibles lors de sa délivrance ou de son renouvellement devant être fixés selon un taux raisonnable.

Article 12.

Les stipulations du présent accord ne portent pas atteinte au droit des Etats contractants de prendre des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public et à la protection de la santé et de la sécurité publiques.

Article 13.

Les dispositions du présent accord ne font pas obstacle à l'application de la législation respective des deux Etats sur l'entrée et le séjour des étrangers sur tous les points non traités par l'accord.

Article 14.

En cas de difficulté, les deux Gouvernements chercheront un règlement amiable par la voie diplomatique et pourront, en tant que de besoin, réunir une commission ad hoc, à la demande de l'une ou l'autre Partie.

Article 15

La présente convention abroge et remplace la convention franco-burkinabé du 30 mai 1970 sur la circulation des personnes¹.

Elle est conclue pour une période de cinq ans à compter de son entrée en vigueur et renouvelable annuellement par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des Parties contractantes.

La dénonciation devra être notifiée par la voie diplomatique six mois avant l'expiration de chaque période.

Chacune des deux Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises, en ce qui la concerne, pour la mise en vigueur de la présente convention, qui prendra effet le premier jour du deuxième mois suivant la réception de la dernière notification.

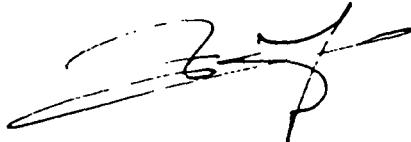
Fait en double exemplaire à Ouagadougou le 14 septembre 1992

Pour le Gouvernement
de la République française :



ALAIN DESCHAMPS
Ambassadeur de France
au Burkina Faso

Pour le Gouvernement
du Burkina Faso :



THOMAS SANON

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 748, p. 299.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF BURKINA FASO ON THE MOVEMENT AND STAY OF PERSONS

The Government of the French Republic and

The Government of Burkina Faso,

Desiring to determine, in the common interest, rules on the movement of persons between the two States on the basis of reciprocity, equality and mutual respect,

Desiring to take account of the developments which have occurred in the situation of the two States,

Desiring to enable nationals of Burkina Faso to benefit, throughout the territory of the States parties to the Schengen Agreement, from the common regulations on movement resulting from the implementation of that multilateral agreement,

Have agreed as follows:

Article 1

French nationals wishing to enter the territory of Burkina Faso and nationals of Burkina Faso wishing to enter French territory must be in possession of a valid passport bearing the visa stipulated in the laws of the receiving State, and the international vaccination certificates required by that State.

Article 2

For a stay of less than three months, French nationals, upon entering the territory of Burkina Faso, and nationals of Burkina Faso, upon entering French territory, must present documents confirming the purpose and conditions of the proposed stay and must have sufficient means both for their subsistence during the proposed stay and to guarantee their return to the country of origin or travel to a third State to which their admission is guaranteed.

Article 3

The following persons shall not be required to present the documents referred to in article 2:

- Members of diplomatic missions and consulates arriving to take up their posts in the other State, and their dependants;
- Members of the parliamentary assemblies of the Contracting States;
- Officials, officers and employees of the public services of the other State when they have a mission order from their Government, and officials of intergovernmental organizations who have a mission order issued by their organization;

¹ Came into force on 1 January 1995, i.e., the first day of the second month following the date of receipt of the last of the notifications (of 22 August and 9 November 1994) by which the Parties had informed each other of the completion of the required domestic procedures, in accordance with article 15.

- Members of the crews of ships and aircraft on official travel under cover of the documents stipulated in the relevant international conventions.

Article 4

For a stay of more than three months, French nationals, upon entering the territory of Burkina Faso, and nationals of Burkina Faso, upon entering French territory, must be in possession of a long-stay visa and, depending on the nature of their stay, of the justificatory documents referred to in articles 5 to 9 below.

Article 5

Nationals of either Contracting State wishing to take up paid employment in the territory of the other State must also, in order to be admitted to the territory of that State, prove that they are in possession of:

- (1) A medical certificate drawn up during the two months prior to departure and issued:
 - With respect to entry into France, by the competent French consulate, after an examination performed in the territory of Burkina Faso by a physician approved by the consulate in agreement with the Burkina Faso authorities;
 - With respect to entry into Burkina Faso, by the competent consulate of Burkina Faso, after an examination performed in French territory by a physician approved by the consulate in agreement with the French authorities;
- (2) A contract of employment stamped by the Ministry of Labour under the conditions stipulated in the laws of the receiving State.

Article 6

Nationals of either Contracting State wishing to engage in manufacturing, commerce or the crafts industry in the territory of the other State must, in addition to holding the long-stay visa referred to in article 4, have been authorized to engage in such activity by the competent authorities of the receiving State.

Article 7

Nationals of either Contracting State wishing to establish themselves in the territory of the other State without engaging in gainful employment must, in addition to holding the long-stay visa referred to in article 4, prove that they have sufficient means of support.

Article 8

Members of the family of a national of one of the Contracting States may be authorized to join the head of the family, who is legally established in the territory of the other State, under the laws in force in the receiving State regarding family reunion. They shall receive a residence permit of the same type as that of the head of the family, under the laws of the receiving State.

Article 9

Nationals of either Contracting State wishing to pursue training or higher studies in the territory of the other State must, in addition to holding the long-stay visa referred to in article 4, prove that they are in possession of a certificate of

registration or preregistration from the receiving establishment, as well as sufficient means of support.

Article 10

For any stay in French territory to exceed three months, nationals of Burkina Faso must be in possession of a residence permit.

For any stay in the territory of Burkina Faso to exceed three months, French nationals must be in possession of a residence permit.

Such residence permits shall be issued in accordance with the laws of the receiving State.

Article 11

After three years of uninterrupted legal residence, nationals of either Contracting State established in the territory of the other State may obtain a 10-year residence permit, under the conditions stipulated in the laws of the receiving State.

Such residence permit shall be automatically renewable, and the fees and charges payable upon its issuance or renewal shall be set at a reasonable rate.

Article 12

The provisions of this Convention do not affect the right of the Contracting States to take any measures necessary for the maintenance of public order and for the protection of public health and security.

Article 13

The provisions of this Convention do not affect the application of the respective laws of the two States on the entry and stay of foreigners with respect to any point not covered by the Convention.

Article 14

In case of difficulty, the two Governments shall seek an amicable settlement through the diplomatic channel and may, if necessary, convene an *ad hoc* commission at the request of either Party.

Article 15

This Convention rescinds and supersedes the agreement on the movement of persons concluded between France and Burkina Faso on 30 May 1970.¹

It is concluded for a period of five years as from the date of its entry into force and shall be renewable annually by tacit agreement unless denounced by one of the Contracting Parties.

Notice of denunciation shall be given through the diplomatic channel six months before the expiry of each period.

Each Party shall notify the other of the completion of the domestic procedures required for the entry into force of this Convention, which shall take effect on the first day of the second month following the receipt of the last notification.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 748, p. 299.

DONE in duplicate at Ouagadougou on 14 September 1992.

For the Government
of the French Republic:

ALAIN DESCHAMPS
Ambassador of France
in Burkina Faso

For the Government
of Burkina Faso:

THOMAS SANON
